

CA20N
4X71
- CSE

Government
Publications



Ontario

OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Farm Products Grades and Sales Act

Loi sur le classement et la vente des produits agricoles

Revised Statutes of Ontario, 1990
Chapter F.8

Lois refondues de l'Ontario de 1990
Chapitre F.8

as amended by:
1993, Chapter 27, Sched.

tel qu'il est modifié par :
l'annexe du chap. 27 de 1993

and the following Regulation (as amended):

et le règlement suivant (tel qu'il est modifié) :

Flue-Cured Tobacco (R.R.O. 1990, Reg. 374)



February 1994

février 1994

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



ISBN 0-7778-2152-4

CONTENTS / SOMMAIRE

	Page
Farm Products Grades and Sales Act/ Loi sur le classement et la vente des produits agricoles.....	1
Regulation/Règlement Flue-Cured Tobacco	R1.1

NOTICE

This office consolidation is prepared for purposes of convenience only. The authoritative text is set out in the official volumes.

The Regulation in this consolidation was made in English only. No French version is available.

AVIS

La présente codification administrative ne vise qu'à faciliter la consultation. Le texte authentique se trouve dans les volumes officiels.

Le règlement contenu dans la présente codification n'a été pris qu'en anglais. Il n'en existe pas de version française.

Copies of this and other Ontario Government publications are available from Publications Ontario at 880 Bay St., Toronto. Out-of-town customers may write to Publications Ontario, 50 Grosvenor St., Toronto M7A 1N8. Telephone (416) 326-5300 or toll-free in Ontario 1-800-668-9938. Fax (416) 326-5317. The hearing impaired may call: (416) 325-3408 or toll-free in Ontario 1-800-268-7095. MasterCard and Visa are accepted. Cheques and money orders should be made payable to the Minister of Finance. Prepayment is required.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone : (416) 326-5300 ou, en Ontario, 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain). Télécopieur : (416) 326-5317. Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées. Faire le chèque ou le mandat à l'ordre du ministre des Finances. Paiement exigé d'avance.

CHAPTER F.8

Farm Products Grades and Sales Act

CHAPITRE F.8

Loi sur le classement et la vente des produits agricoles

Definitions

1. In this Act,

“Arbitration Board” means the Produce Arbitration Board; (“Commission d’arbitrage”)

“Board” means the Agricultural Licensing and Registration Review Board under the *Ministry of Agriculture and Food Act*; (“Commission de révision”)

“contracting party” means,

(a) a producer of farm products who has entered into a contract with a licensee, or

(b) a licensee who has entered into a contract with a producer of farm products, respecting the marketing of any farm product; (“partie contractante”)

“controlled-atmosphere fruit” means fruit that has been stored in a sealed compartment of a controlled-atmosphere storage plant for a period of at least ninety days from the date of the sealing thereof where the oxygen content of the air in the sealed compartment did not exceed 5 per cent during storage; (“fruit conservé en atmosphère contrôlée”)

“controlled-atmosphere storage plant” means premises and buildings constructed and equipped for cold storage of fruit in sealed compartments within which the oxygen content of the air is mechanically controlled; (“entrepôt à atmosphère contrôlée”)

“dealer” means a person who purchases or accepts for sale a farm product from the producer thereof, other than a person who purchases a farm product for the person’s own consumption; (“marchand”)

“Director” means the Director appointed under this Act; (“directeur”)

“farm product” means such animals, animal products, Christmas trees, fruit, fruit products, grains, honey, maple products, seeds, tobacco, vegetables, vegetable products, wood or any class thereof and articles of food or drink manufactured or derived in

1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«Commission d’arbitrage» La Commission d’arbitrage des produits agricoles. («Arbitration Board»)

«Commission de révision» La Commission de révision des enregistrements et des permis agricoles constituée aux termes de la *Loi sur le ministère de l’Agriculture et de l’Alimentation*. («Board»)

«directeur» Le directeur nommé aux termes de la présente loi. («Director»)

«emballage» Boîte, caisse à claire-voie ou autre récipient utilisé ou susceptible d’être utilisé pour commercialiser, transporter ou expédier un produit agricole. («package»)

«entrepôt à atmosphère contrôlée» Locaux et bâtiments construits et équipés en vue de la conservation par le froid de fruits placés dans des compartiments scellés à l’intérieur desquels le niveau d’oxygène de l’air est automatiquement contrôlé. («controlled-atmosphere storage plant»)

«fruit conservé en atmosphère contrôlée» Fruit qui a été entreposé dans un compartiment scellé d’un entrepôt à atmosphère contrôlée pendant une période d’au moins quatre-vingt-dix jours à partir de la date du scellage lorsque le niveau d’oxygène de l’air dans ce compartiment n’a pas dépassé 5 pour cent pendant la durée de l’entreposage. («controlled-atmosphere fruit»)

«inspecteur» Inspecteur nommé aux termes de la présente loi. («inspector»)

«marchand» Personne qui achète ou accepte d’un producteur un produit agricole afin de le vendre à l’exclusion de celle qui achète un produit agricole pour sa propre consommation. («dealer»)

«marque» Marque délivrée aux termes de la présente loi. («marker»)

«ministre» Le ministre de l’Agriculture et de l’Alimentation. («Minister»)

«partie contractante» S’entend, en ce qui a trait à la commercialisation de produits agricoles :

Définitions

whole or in part from any of those products as are designated in the regulations; ("produit agricole")

"grade" means, except in subsection 2 (4), a grade established under this Act; ("qualité")

"grader" means a grader appointed under this Act; ("préposé au classement")

"inspector" means an inspector appointed under this Act; ("inspecteur")

"licence" means a licence issued under this Act and "licensee" has a corresponding meaning; ("permis", "titulaire du permis")

"marker" means a marker issued under this Act; ("marque")

"Minister" means the Minister of Agriculture and Food; ("ministre")

"motor vehicle" means a motor vehicle as defined in the *Highway Traffic Act*; ("véhicule automobile")

"package" includes any box, crate or other receptacle used for or suitable for use in the marketing, transporting or shipping of a farm product; ("emballage")

"regulations" means the regulations made under this Act. ("règlements") R.S.O. 1990, c. F.8, s. 1.

a) soit du producteur de produits agricoles qui a conclu un contrat avec un titulaire du permis,

b) soit du titulaire du permis qui a conclu un contrat avec un producteur de produits agricoles. («contracting party»)

«permis» Permis délivré aux termes de la présente loi. Le terme «titulaire du permis» a un sens correspondant. («licence», «licensee»)

«préposé au classement» Préposé au classement nommé aux termes de la présente loi. («grader»)

«produit agricole» Animaux, produits à base d'animaux, arbres de Noël, fruits, produits à base de fruits, grains, miel, produits de l'érable, semences, tabac, légumes, produits à base de légumes, bois ou toute catégorie de ceux-ci. S'entend en outre des denrées alimentaires et des boissons provenant en tout ou en partie des produits désignés dans les règlements. («farm product»)

«qualité» S'entend, sauf au paragraphe 2 (4), de toute qualité établie aux termes de la présente loi. («grade»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«véhicule automobile» Véhicule automobile au sens du *Code de la route*. («motor vehicle») L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 1.

Regulations

2.—(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

1. designating as a farm product any farm product or a class thereof or any article of food or drink manufactured or derived in whole or in part from a farm product;
2. establishing grades for a farm product;
3. providing for the inspecting, grading, packing and marking of farm products;
4. respecting the buying, selling, advertising, handling, shipping and transporting of farm products;
5. respecting packages for farm products;
6. prescribing the manner in which sellers, transporters and shippers of farm products shall identify, for purposes of grading, individual producer's lots in a shipment;
7. prescribing the manner in which shippers or packers shall make returns and prepare for presentation to the producer the statements of accounts of

2 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

1. désigner comme produit agricole tout produit agricole ou toute catégorie de ceux-ci ou tout article d'alimentation ou toute boisson provenant en tout ou en partie d'un produit agricole;
2. établir des qualités relatives à un produit agricole;
3. prévoir l'inspection, le classement, l'emballage et le marquage de produits agricoles;
4. traiter de l'achat, de la vente, de la publicité, de la manutention, de l'expédition et du transport de produits agricoles;
5. spécifier les emballages destinés aux produits agricoles;
6. prescrire de quelle façon les vendeurs, les transporteurs et les expéditeurs de produits agricoles doivent identifier, à des fins de classement, le lot de chaque producteur d'une cargaison;
7. préciser de quelle façon les expéditeurs ou emballeurs doivent dresser les états et préparer à l'intention du producteur les relevés de compte relatifs à

- purchase of farm products and for the investigation of such statements and the transactions represented thereby;
8. prescribing the fees payable upon the inspection and grading of a farm product;
 9. prescribing the powers and duties of inspectors and graders;
 10. providing for the issuing of inspection and grading certificates by inspectors and graders;
 11. providing for the exemption from this Act and the regulations, or any part thereof, of any person or class of persons or any farm product or class, variety, grade or size of farm product;
 12. respecting the cleanliness and sanitation of premises in which a farm product is stored, processed, graded, packed, sold or offered for sale;
 13. prescribing the structures, facilities and equipment to be provided and maintained for use in connection with the grading of farm products;
 14. providing for the manner of issuing licences and prescribing their duration and the fees payable therefor;
 15. prescribing the terms and conditions on which licences are issued;
 16. prescribing grounds for refusal to issue or renew, suspension or revocation of licences in addition to the grounds mentioned in section 10, 11, 12 or 13, as the case may be;
 17. requiring the furnishing of security or proof of financial responsibility by dealers or any class thereof and providing for the administration, forfeiture and disposition of any money or securities so furnished;
 18. prescribing the manner in which, and the conditions under which, a dealer or any class thereof shall make payment for farm products or any class thereof;
 19. providing for the issuing of markers for motor vehicles owned or leased by persons licensed as dealers and prescribing the fees payable therefor;
- l'achat de produits agricoles ainsi que pourvoir au contrôle de ces relevés et des transactions qui y figurent;
8. prescrire les droits à acquitter lors de l'inspection et du classement d'un produit agricole;
 9. prescrire les attributions des inspecteurs et des préposés au classement;
 10. prévoir que les inspecteurs et les préposés au classement délivrent des certificats d'inspection et de classement;
 11. prévoir qu'une personne ou une catégorie de personnes ou que des produits agricoles ou une catégorie, une variété, une qualité ou un calibre de produit agricole soient exemptés de l'application de la présente loi et des règlements ou de l'une de leurs parties;
 12. traiter de la propreté et de l'hygiène des locaux où un produit agricole est entreposé, traité, classé, emballé, vendu ou mis en vente;
 13. prescrire les ouvrages, les installations et l'équipement qui doivent être fournis et entretenus relativement au classement de produits agricoles;
 14. prévoir les modalités de délivrance des permis, prescrire leur durée ainsi que les droits à acquitter;
 15. prescrire les conditions auxquelles la délivrance des permis est assujettie;
 16. préciser les motifs qui justifient le refus de délivrer ou de renouveler un permis ou la suspension ou la révocation d'un permis en plus des motifs mentionnés à l'article 10, 11, 12 ou 13, selon le cas;
 17. exiger la fourniture d'un cautionnement ou la preuve d'une saine gestion financière par les marchands ou une catégorie de ceux-ci et prévoir les directives en ce qui concerne l'administration, la confiscation ainsi que la disposition des sommes ou des cautionnements ainsi fournis;
 18. prescrire les modalités et les conditions auxquelles un marchand ou une catégorie de marchands doit effectuer le paiement de produits agricoles ou d'une catégorie de ceux-ci;
 19. prévoir la délivrance des marques destinées aux véhicules automobiles qui appartiennent aux titulaires du permis de marchand ou qui sont loués par ceux-ci et prescrire les droits à acquitter;

- | | |
|--|---|
| <p>20. prohibiting any person licensed as a dealer from transporting any farm product in a motor vehicle upon a highway in Ontario unless a marker has been issued respecting the vehicle and requiring any markers to be displayed in such manner as may be prescribed;</p> <p>21. requiring removal of any marker issued to a person whose licence as a dealer has been suspended or revoked;</p> <p>22. prescribing the form of and conditions in the bill of lading to be used in transporting or shipping a farm product in respect of which a bill of lading is not required under the <i>Truck Transportation Act</i>;</p> <p>23. prescribing the books and records to be kept, reports to be made and information to be furnished by dealers or any class thereof, and the places at which such books and records shall be kept;</p> <p>24. establishing classes of dealers;</p> <p>25. establishing classes of farm products;</p> <p>26. prescribing forms and providing for their use;</p> <p>27. respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 2 (1); 1993, c. 27, Sched.</p> | <p>20. interdire au titulaire du permis de marchand de transporter un produit agricole dans un véhicule automobile sur une route de l'Ontario sauf si une marque a été délivrée relativement au véhicule, et exiger que les marques soient apposées de la façon prescrite;</p> <p>21. exiger qu'une marque délivrée à une personne dont le permis de marchand a été suspendu ou révoqué soit enlevée;</p> <p>22. prescrire la forme de la feuille de route qui doit être utilisée lors du transport ou de l'expédition d'un produit agricole à l'égard duquel une telle feuille n'est pas exigée aux termes de la <i>Loi sur le camionnage</i>, et assortir la feuille de route des conditions qui s'y rattachent;</p> <p>23. préciser les registres et les dossiers que les marchands ou une catégorie de ceux-ci doivent tenir, les rapports qu'ils doivent faire et les renseignements qu'ils doivent fournir ainsi que les lieux où ces registres et ces dossiers doivent être conservés;</p> <p>24. établir les catégories de marchands;</p> <p>25. établir les catégories de produits agricoles;</p> <p>26. prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;</p> <p>27. traiter de toute question utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi. L.R.O. 1990, chap. F.8, par. 2 (1); 1993, chap. 27, annexe.</p> |
|--|---|

Limitation as to time

(2) Any regulation may be limited as to time and place.

(2) Un règlement peut être assujéti à des limitations quant au temps et au lieu.

Effet limité quant au temps

Definitions

(3) Any word or expression used in a regulation may be defined in the regulation for the purpose of the regulation.

(3) Un mot ou une expression utilisés dans un règlement peuvent y être définis pour l'application du règlement.

Définitions

Adoption by reference

(4) Any regulation made under this section may adopt by reference, in whole or in part, with such changes as the Lieutenant Governor in Council considers necessary, any grade, standard, grade name or mark, packaging, packing, marking or labelling requirement or specification of containers or packages established under the *Canada Agricultural Products Standards Act*, as amended or re-enacted from time to time, and may require compliance with any such grade, standard, grade name or mark, packaging, packing, marking or labelling requirement or specification of containers or packages so adopted, including any such changes. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 2 (2-4).

(4) Un règlement pris en application du présent article peut adopter par renvoi, en totalité ou en partie, et avec les modifications que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaires, les qualités, normes, noms de qualité ou de marque, l'emballage, l'empaquetage, le marquage ou l'étiquetage de contenants ou d'emballages établis aux termes de la *Loi sur les normes des produits agricoles canadiens*, telle qu'elle est modifiée et adoptée de nouveau. Le règlement peut exiger le respect de ces qualités, normes, noms de qualité ou de marque, de l'emballage, de l'empaquetage, du marquage ou de l'étiquetage des contenants ou des emballages ainsi adoptés, de même que les modifica-

Autorisation d'adopter des qualités, etc. par renvoi

Inspection
points

3.—(1) The Minister may designate places where farm products may be inspected and such highway inspection points as are considered necessary.

Idem

(2) The Minister may, by order, require persons in charge of farm products that are being transported from an area designated by the Minister to proceed to a designated highway inspection point and to remain there until the farm products are inspected. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 3.

Experimental
use of pack-
ages

4. The Minister may authorize the experimental use of any package, but such package shall be identified and used only in the manner authorized by the Minister. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 4.

Minister may
appoint
Director,
etc.

5. The Minister may appoint a Director to administer and enforce this Act and inspectors and graders whose duties are to carry out the provisions of this Act. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 5.

Powers of
inspector

6.—(1) For the purpose of enforcing this Act and the regulations, an inspector may,

- (a) enter any premises, other than a dwelling, that he or she has reason to believe is used for the producing, marketing or processing of any farm product and inspect the premises and any farm product, packages or equipment found therein;
- (b) enter any vessel, boat, car, truck or other conveyance in which he or she has reason to believe there is any farm product and inspect the vessel, boat, car, truck or other conveyance and any farm product, packages or equipment found therein;
- (c) obtain a sample of any farm product or package thereof at the expense of the owner for the purpose of making an inspection thereof; and
- (d) demand the production or furnishing by the owner or custodian thereof of any books, records, documents or extracts therefrom relating to farm products.

Production
of docu-
ments

(2) Where an inspector demands the production or furnishing of books, records, documents or extracts therefrom, the person having custody thereof shall produce or furnish them to the inspector and the inspector may detain them for the purpose of photocopying them, provided such photocopying is carried out with reasonable dispatch and the

tions, s'il y a lieu, y afférentes. L.R.O. 1990, chap. F.8, par. 2 (2) à (4).

3 (1) Le ministre peut désigner des endroits où des produits agricoles peuvent être inspectés et les points d'inspection routiers jugés nécessaires.

Points d'ins-
pection

(2) Le ministre peut, par arrêté, imposer à ceux qui ont la garde des produits agricoles qui sont transportés d'une région qu'il a désignée de se diriger vers un point d'inspection routier désigné et d'y rester jusqu'à ce que les produits agricoles aient été inspectés. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 3.

Idem

4 Le ministre peut autoriser l'utilisation d'un emballage à titre d'expérience. Toutefois, cet emballage doit être identifié et utilisé uniquement de la manière autorisée par le ministre. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 4.

Utilisation
d'un embal-
lage à titre
d'expérience

5 Le ministre peut nommer un directeur chargé d'appliquer et de faire exécuter la présente loi de même que des inspecteurs et des préposés au classement dont les fonctions sont d'appliquer les dispositions de la présente loi. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 5.

Nomination
du directeur

6 (1) Aux fins de l'exécution de la présente loi et des règlements, un inspecteur peut :

Pouvoirs de
l'inspecteur

- a) pénétrer dans des locaux, sauf dans un logement, s'il a des motifs de croire que ceux-ci sont utilisés pour la production, la commercialisation ou le traitement d'un produit agricole, inspecter les locaux et examiner les produits agricoles, les emballages ou l'équipement qui s'y trouvent;
- b) pénétrer dans un navire, un bateau, une voiture, un camion ou un autre moyen de transport s'il a des motifs de croire qu'il s'y trouve un produit agricole, les inspecter et examiner les produits agricoles, les emballages ou l'équipement qui s'y trouvent;
- c) prélever un échantillon d'un produit agricole ou de son emballage, aux frais du propriétaire, aux fins d'en faire l'examen;
- d) exiger la production ou la fourniture par le propriétaire ou la personne qui en a la garde des registres, dossiers et documents qui se rapportent à des produits agricoles ou des extraits de ceux-ci.

(2) Lorsqu'un inspecteur exige la production ou la fourniture des registres, des dossiers ou des documents ou des extraits de ceux-ci, la personne qui en a la garde doit les produire ou les lui fournir. L'inspecteur peut les garder aux fins d'en faire des photocopies à condition d'agir avec diligence raisonnable

Production de
documents

inspector shall forthwith thereafter return them to the person who produced or furnished them.

Certification
of photocopy

(3) Where a book, record, document or extract has been photocopied under subsection (2), a photocopy purporting to be certified by an inspector to be a copy made pursuant to subsection (2) is admissible in evidence and has the same probative force as the original document would have had if it had been proven in the ordinary way.

Demand to
be in writing

(4) Where an inspector makes a demand under clause (1) (d), the demand shall be in writing and shall include a statement of the nature of the investigation and the general nature of the books, records, documents or extracts required. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 6.

Detention
for purposes
of inspection

7.—(1) For the purpose of inspecting any farm product or package, an inspector may detain it at the risk and expense of the owner and, after detaining it, the inspector shall forthwith notify the owner or person who had possession of it of the detention.

Inspection
after deten-
tion

(2) Where an inspector detains any farm product or package under subsection (1), he or she shall, as soon as may be practicable, inspect the farm product or package and shall forthwith thereafter,

- (a) release the farm product or package from detention; or
- (b) detain the farm product or package under subsection (3).

Notice of
detention

(3) Any farm product or package in respect of which an inspector believes on reasonable grounds an offence against this Act or the regulations has been committed, may be detained by the inspector at the risk and expense of the owner, and the inspector shall forthwith thereafter notify the owner or the person who had possession thereof of the detention in writing.

Notice to
contain
particulars

(4) A notice given by an inspector under subsection (3) shall contain the particulars in respect of which it is alleged the farm product or package does not comply with the Act or the regulations.

Release from
detention

(5) Where an inspector is satisfied that the owner of the farm product or package that is under detention complies with the Act and the regulations respecting the farm product or package, the inspector shall forthwith release them from detention.

Forfeiture

(6) Where a person is convicted of an offence against this Act or the regulations in respect of any farm product or package detained under subsection (3), the convicting court may declare such farm product or package to be forfeited to Her Majesty,

et il doit les rendre sans délai à la personne qui les a produits ou les lui a fournis.

(3) Lorsqu'un registre, un dossier, un document ou un extrait a été photocopié aux termes du paragraphe (2), la photocopie certifiée par un inspecteur et qui se présente comme étant une copie faite conformément au paragraphe (2) est admissible en preuve et a la même force probante que le document original s'il était établi selon les règles du droit de la preuve.

Authentifica-
tion d'une
photocopie

(4) L'exigence prévue à l'alinéa (1) d) est faite par écrit et comprend une déclaration qui précise la nature de l'enquête et la nature générale des registres, dossiers, documents ou extraits exigés. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 6.

Exigence
écrite

7 (1) Aux fins d'examiner un produit agricole ou un emballage, un inspecteur peut le détenir aux risques et aux frais du propriétaire. Il en avise sans délai ce dernier ou la personne qui avait la possession de cet objet.

Détention
d'un produit
à des fins
d'inspection

(2) Lorsqu'un inspecteur détient un produit agricole ou un emballage aux termes du paragraphe (1), il l'examine aussitôt que possible et, sans délai :

Inspection

- a) soit remet le produit agricole ou l'emballage qu'il détient;
- b) soit continue de détenir le produit agricole ou l'emballage aux termes du paragraphe (3).

(3) Lorsqu'un inspecteur a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la présente loi ou aux règlements a été commise en ce qui concerne un produit agricole ou un emballage, il peut détenir ceux-ci aux risques et aux frais du propriétaire. Il en avise sans délai, par écrit, ce dernier ou la personne qui en avait la possession.

Avis de
détention

(4) L'avis donné aux termes du paragraphe (3) comprend les détails allégués de non-conformité du produit agricole ou de l'emballage à la loi ou aux règlements.

Avis détaillé

(5) Lorsque l'inspecteur est convaincu que le propriétaire du produit agricole ou de l'emballage détenu se conforme à la loi et aux règlements qui s'y rapportent, il peut le lui remettre sans délai.

Remise d'un
produit

(6) Lorsqu'une personne est reconnue coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements relativement à un produit agricole ou un emballage détenu aux termes du paragraphe (3), le tribunal qui a prononcé la condamnation peut déclarer que le produit

Confiscation

whereupon it may be destroyed or otherwise disposed of as the Minister directs.

Prohibition
against sale,
etc.

(7) No person shall, without approval in writing by an inspector, sell, offer for sale, move, ship or transport a farm product or package that is under detention.

Place where
detained
product to
be kept

(8) Where any farm product is detained under subsection (1) or (3), the farm product shall be detained in the place where it was found by the inspector and shall, while under detention,

- (a) be kept in such place; or
- (b) be kept in such other place as it may be moved to with the approval in writing of an inspector pursuant to subsection (7). R.S.O. 1990, c. F.8, s. 7.

Obstruction
of inspector
or grader

8. No person shall hinder or obstruct an inspector or grader in the course of his or her duties or furnish an inspector or grader with false information or refuse to permit any farm product to be inspected or refuse to furnish an inspector or grader with information. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 8.

Certificate of
inspector or
grader

9. The production by an inspector or a grader of a certificate of his or her appointment purporting to be signed by the Minister is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the fact stated in the certificate and as conclusive proof of the authority of the inspector or grader to inspect or grade any farm product. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 9.

Licence

10.—(1) No person shall commence or continue to carry on business as a dealer unless the person is the holder of a licence as a dealer issued by the Director.

Issue of
licence

(2) The Director shall issue a licence as a dealer to a person who makes application therefor in accordance with this Act and the regulations and pays the prescribed fee unless, after a hearing, the Director is of the opinion that,

- (a) the applicant or, where the applicant is a corporation, its officers or directors, is or are not competent to carry on the business;
- (b) the past conduct of the applicant, or where the applicant is a corporation, of its officers or directors, affords reasonable ground for belief that the business will not be carried on in accordance with the law;

agricole ou l'emballage est confisqué au profit de Sa Majesté. Il en est alors disposé, notamment par destruction, selon ce qu'ordonne le ministre.

(7) Nul ne doit, sans l'approbation écrite d'un inspecteur, vendre, mettre en vente, déplacer, expédier ou transporter un produit agricole ou un emballage qui est ainsi détenu.

Interdiction
de vendre

(8) Lorsqu'un produit agricole est détenu aux termes du paragraphe (1) ou (3), l'inspecteur détient le produit agricole à l'endroit où il l'a trouvé. Au cours de la détention, le produit doit :

Lieu de
détention
d'un produit

- a) soit être gardé à cet endroit;
- b) soit être gardé dans un autre endroit où il peut être déplacé avec l'approbation écrite d'un inspecteur conformément au paragraphe (7). L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 7.

8 Nul ne doit entraver un inspecteur ou un préposé au classement dans l'exercice de leurs fonctions, leur fournir de faux renseignements, refuser de leur fournir des renseignements ni refuser de permettre qu'un produit agricole soit examiné. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 8.

Entrave

9 La production par un inspecteur ou un préposé au classement d'une attestation de sa nomination, qui se présente comme étant signée par le ministre, est admissible comme preuve, en l'absence de preuve contraire, du contenu de l'attestation et constitue une preuve concluante de l'autorité de l'inspecteur ou du préposé au classement relativement à l'inspection ou au classement d'un produit agricole. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 9.

Attestation
de nomination
d'un inspec-
teur ou
d'un préposé
au classement

10 (1) Nul ne doit commencer à exercer le commerce de marchand ni exercer ce commerce sans permis à cet effet délivré par le directeur.

Permis

(2) Le directeur délivre un permis de marchand à quiconque en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits prescrits, sauf s'il est d'avis, après avoir tenu une audience, que l'une des conditions suivantes se vérifie :

Délivrance du
permis

- a) l'auteur de la demande ou, si l'auteur est une personne morale, ses dirigeants ou administrateurs n'ont pas la compétence nécessaire à l'exercice de ce commerce;
- b) la conduite antérieure de l'auteur de la demande ou, si l'auteur est une personne morale, celle de ses dirigeants ou administrateurs, offre des motifs suffisants de croire que ce commerce ne sera pas exercé conformément à la loi;

- (c) the applicant is not in a position to observe or carry out the provisions of this Act and the regulations or the terms and conditions upon which the licence is issued;
- (d) where the applicant was previously the holder of a licence and,
 - (i) such licence was revoked, or
 - (ii) the applicant or, where the applicant is a corporation, any officer, servant or director thereof or any person who will be in any way associated with the applicant in connection with the business, was convicted of an offence,

under this Act and the grounds for such cancellation or conviction warrant a refusal to issue the licence; or

- (e) the applicant is not financially responsible.

Renewal of licence

(3) Subject to section 11, the Director shall renew a licence as a dealer on application therefor by the licensee in accordance with this Act and the regulations and payment of the prescribed fee. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 10.

Refusal to renew or suspension or revocation of licence

11. The Director may refuse to renew or may suspend or revoke a licence as a dealer if, after a hearing, the Director is of the opinion that,

- (a) the licensee has ceased to possess or have available all premises, facilities and equipment necessary to carry on the business in accordance with this Act and the regulations;
- (b) the licensee or, where the licensee is a corporation, any officer, director or servant thereof has contravened or has permitted any person under his or her control or direction in connection with the business to contravene, any provision of this Act or the regulations or of any other law in force in Ontario applying to the carrying on of such business or the terms and conditions of the licence and such contravention warrants such refusal to renew, suspension or revocation of the licence;
- (c) the licensee has failed to comply with an award of the Arbitration Board;

- c) l'auteur de la demande n'est pas en mesure de se conformer aux dispositions de la présente loi et des règlements ou aux conditions auxquelles est délivré le permis;

- d) si l'auteur de la demande détenait déjà un permis :

- (i) ou bien ce permis a été révoqué,
- (ii) ou bien l'auteur de la demande ou, lorsque l'auteur est une personne morale, un dirigeant, un employé ou un administrateur de celle-ci ou toute personne associée de quelque façon que ce soit à l'auteur de la demande relativement à ce commerce, a été reconnu coupable d'une infraction,

aux termes de la présente loi et les motifs d'annulation du permis ou de la déclaration de culpabilité justifient le refus de délivrer un permis;

- e) l'auteur de la demande ne pratique pas une saine gestion financière.

(3) Sous réserve de l'article 11, le directeur renouvelle un permis de marchand lorsque le titulaire du permis en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits prescrits. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 10.

Renouvellement du permis

11 Le directeur peut refuser de renouveler un permis de marchand ou peut suspendre ou révoquer un tel permis s'il est d'avis, après avoir tenu une audience, que l'une des conditions suivantes se vérifie :

Non-renouvellement, suspension ou révocation d'un permis

- a) le titulaire du permis a cessé de posséder ou d'avoir à sa disposition tous les locaux, toutes les installations et tout l'équipement nécessaires à l'exercice de ce commerce conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) le titulaire du permis ou, lorsque le titulaire du permis est une personne morale, un dirigeant, un administrateur ou un employé a enfreint ou a permis à une personne qui relève de lui en ce qui a trait à ce commerce d'enfreindre une disposition de la présente loi ou des règlements ou d'une autre loi en vigueur en Ontario qui s'applique à l'exercice de ce commerce ou aux conditions du permis, et que cette infraction justifie la mesure que le directeur prend;
- c) le titulaire du permis a fait défaut de se conformer à une sentence de la Commission d'arbitrage;

(d) any other ground for refusal to renew, suspension or revocation specified in the regulations exists; or

(e) any ground for refusing to issue a licence under subsection 10 (2) exists. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 11.

Licence for controlled-atmosphere storage plant

12.—(1) No person shall commence or continue to engage in the operation of a controlled-atmosphere storage plant unless the person is the holder of a licence as an operator of a controlled-atmosphere storage plant issued by the Director.

Licence for packing or repacking controlled-atmosphere fruit

(2) No person shall commence or continue to engage in the packing or repacking of controlled-atmosphere fruit for sale by the person unless the person is the holder of a licence as a packer of controlled-atmosphere fruit issued by the Director.

Idem

(3) The holder of a licence as an operator of a controlled-atmosphere storage plant shall be deemed to be the holder of a licence as a packer of controlled-atmosphere fruit.

Issue of licence

(4) The Director shall issue a licence as an operator of a controlled-atmosphere storage plant or as a packer of controlled-atmosphere fruit to a person who makes application therefor in accordance with this Act and the regulations and pays the prescribed fee unless, after a hearing, the Director is of the opinion that,

(a) the applicant, or where the applicant is a corporation, its officers or directors, is or are not competent to carry on the business;

(b) the past conduct of the applicant, or where the applicant is a corporation, of its officers or directors, affords reasonable ground for belief that the business will not be carried on in accordance with the law;

(c) the applicant does not possess or will not have available all premises, facilities and equipment necessary to carry on the business in accordance with this Act and the regulations;

(d) the applicant is not in a position to observe or carry out the provisions of this Act and the regulations or the terms and conditions upon which the licence is issued;

(e) where the applicant was previously the holder of a licence and,

(i) such licence was revoked, or

d) un autre motif prévu aux règlements justifie le refus de renouveler un tel permis, sa suspension ou sa révocation;

e) un motif justifie le refus de délivrer un permis aux termes du paragraphe 10 (2). L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 11.

12 (1) Nul ne doit commencer à exploiter un entrepôt à atmosphère contrôlée ou continuer d'en exploiter un sans permis d'exploitant d'entrepôt à atmosphère contrôlée délivré par le directeur.

Permis d'exploiter un entrepôt à atmosphère contrôlée

(2) Nul ne doit commencer à s'occuper de l'emballage ou du remballage de fruits conservés en atmosphère contrôlée afin de les vendre ou continuer de s'en occuper sans permis d'emballer de fruits conservés en atmosphère contrôlée délivré par le directeur.

Permis d'emballer ou remballer des fruits conservés en atmosphère contrôlée

(3) Le permis d'exploitant d'un entrepôt à atmosphère contrôlée est réputé comprendre le permis d'emballer de fruits conservés en atmosphère contrôlée.

Idem

(4) Le directeur délivre un permis d'exploitant d'entrepôt à atmosphère contrôlée ou d'emballer de fruits conservés en atmosphère contrôlée à quiconque en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits prescrits, sauf s'il est d'avis, après avoir tenu une audience, que l'une des conditions suivantes se vérifie :

Délivrance d'un permis

a) l'auteur de la demande ou, si l'auteur est une personne morale, ses dirigeants ou administrateurs, n'ont pas la compétence nécessaire à l'exercice de ce commerce;

b) la conduite antérieure de l'auteur de la demande ou, si l'auteur est une personne morale, celle de ses dirigeants ou administrateurs, offre des motifs suffisants de croire que ce commerce ne sera pas exercé conformément à la loi;

c) l'auteur de la demande ne possède pas ou n'aura pas à sa disposition tous les locaux, toutes les installations et tout l'équipement nécessaires à l'exercice de ce commerce conformément à la présente loi et aux règlements;

d) l'auteur de la demande n'est pas en mesure de se conformer aux dispositions de la présente loi et des règlements ou aux conditions auxquelles est délivré le permis;

e) si l'auteur de la demande détenait déjà un permis :

(i) ou bien ce permis a été révoqué,

- (ii) the applicant or, where the applicant is a corporation, any officer, servant or director thereof or any person who will be in any way associated with the applicant in connection with the business, was convicted of an offence,

under this Act and the grounds for such cancellation or conviction warrant a refusal to issue the licence; or

- (f) the applicant is not financially responsible.

Renewal of licence

(5) Subject to section 13, the Director shall renew a licence as an operator of a controlled-atmosphere storage plant or as a packer of controlled-atmosphere fruit on application therefor by the licensee in accordance with this Act and the regulations and payment of the prescribed fee. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 12.

Refusal to renew or suspension or revocation of licence

13. The Director may refuse to renew or may suspend or revoke a licence as an operator of a controlled-atmosphere storage plant or as a packer of controlled-atmosphere fruit if, after a hearing, the Director is of the opinion that,

- (a) the licensee has ceased to possess or have available all premises, facilities and equipment necessary to carry on the business in accordance with this Act and the regulations;
- (b) the licensee or, where the licensee is a corporation, any officer, director or servant thereof has contravened or has permitted any person under his or her control or direction in connection with the business to contravene, any provision of this Act or the regulations or of any other law in force in Ontario applying to the carrying on of such business or the terms and conditions of the licence and such contravention warrants such refusal to renew, suspension or revocation of the licence;
- (c) any other ground for refusal to renew, suspension or revocation specified in the regulations exists; or
- (d) any ground for refusing to issue a licence under subsection 12 (4) exists. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 13.

Terms and conditions

14.—(1) The Director may impose such terms and conditions upon a licence as he or she considers proper.

- (ii) ou bien l'auteur de la demande ou, lorsque l'auteur est une personne morale, un dirigeant, un employé ou un administrateur de celle-ci ou toute personne associée de quelque façon que ce soit à l'auteur de la demande relativement à ce commerce, a été reconnu coupable d'une infraction,

aux termes de la présente loi et les motifs d'annulation du permis ou de la déclaration de culpabilité justifient le refus de délivrer un permis;

- f) l'auteur de la demande ne pratique pas une saine gestion financière.

(5) Sous réserve de l'article 13, le directeur renouvelle un permis d'exploitant d'entrepôt à atmosphère contrôlée ou d'emballleur de fruits conservés en atmosphère contrôlée lorsque le titulaire du permis en fait la demande conformément à la présente loi et aux règlements et acquitte les droits prescrits. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 12.

Renouvellement de permis

13 Le directeur peut refuser de renouveler un permis d'exploitant d'entrepôt à atmosphère contrôlée ou d'emballleur de fruits conservés en atmosphère contrôlée ou peut suspendre ou révoquer un tel permis s'il est d'avis, après avoir tenu une audience, que l'une des conditions suivantes se vérifie :

Non-renouvellement, suspension ou révocation d'un permis

- a) le titulaire du permis a cessé de posséder ou d'avoir à sa disposition tous les locaux, toutes les installations et tout l'équipement nécessaires à l'exercice de ce commerce conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) le titulaire du permis ou, lorsque le titulaire du permis est une personne morale, un dirigeant, un administrateur ou un employé a enfreint ou a permis à une personne qui relève de lui en ce qui a trait à ce commerce d'enfreindre une disposition de la présente loi ou des règlements ou d'une autre loi en vigueur en Ontario qui s'applique à l'exercice de ce commerce ou aux conditions du permis, et que cette infraction justifie la mesure que le directeur prend;
- c) un autre motif prévu aux règlements justifie le refus de renouveler un tel permis, sa suspension ou sa révocation;
- d) un motif justifie le refus de délivrer un permis aux termes du paragraphe 12 (4). L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 13.

14 (1) Le directeur peut assujettir le permis aux conditions qu'il estime appropriées.

Conditions

Variation
or removal
of term or
condition

(2) Where a licensee is not satisfied with a term or condition imposed upon the licensee's licence by the Director, the licensee may apply to the Director to have the term or condition varied or removed and, where the Director proposes to refuse to vary or remove the term or condition, the Director shall hold a hearing. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 14.

Provisional
suspension
or refusal
to renew

15.—(1) Despite section 11 or 13, the Director may, without a hearing, provisionally suspend or refuse to renew a licence where in the Director's opinion it is necessary to do so for the immediate protection of,

- (a) the safety or health of any person or the public;
- (b) the interests of persons selling farm products to the licensee; or
- (c) a fund for producers of farm products established under the *Farm Products Payments Act*.

Notice of
suspension
or refusal to
renew

(2) Notice of suspension or refusal to renew under subsection (1), together with the reasons therefor, shall be given forthwith to the licensee and, as soon as is practicable thereafter, the Director shall hold a hearing to determine whether the licence should be further suspended or revoked or whether renewal of the licence should be refused. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 15.

Continuation
of licence
pending
renewal

16. Subject to section 15, where within the time prescribed therefor or, if no time is prescribed, before expiry of the licensee's licence, a licensee has,

- (a) applied for a renewal of the licence;
- (b) paid the prescribed fee;
- (c) where proof of financial responsibility or security is required, furnished or deposited such proof or security; and
- (d) observed or carried out the other provisions of this Act and the regulations and the terms and conditions upon which the licence was issued,

the existing licence shall be deemed to continue until the licensee has received the decision of the Director on the application for renewal. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 16; 1993, c. 27, Sched.

Notice of
hearing

17.—(1) The notice of a hearing by the Director under section 10, 11, 12 or 13 shall afford the applicant or licensee a reasonable

(2) Si un titulaire du permis n'est pas satisfait d'une condition à laquelle est assujéti son permis par le directeur, il peut adresser par voie de requête une demande de modification ou de suppression à ce sujet au directeur. En outre, si le directeur propose de refuser de modifier ou de supprimer cette condition, il tient une audience à cet effet. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 14.

Modification
ou suppression
d'une
condition

15 (1) Malgré l'article 11 ou 13, le directeur peut, sans tenir d'audience, suspendre provisoirement ou refuser de renouveler un permis s'il est d'avis que de telles mesures s'imposent pour la protection immédiate, selon le cas :

Suspension
provisoire ou
non-renouvel-
lement d'un
permis

- a) de la sécurité ou de la santé d'une personne ou du public;
- b) des intérêts de personnes qui vendent des produits agricoles au titulaire du permis;
- c) d'une caisse créée au profit de producteurs de produits agricoles aux termes de la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles*.

(2) L'avis motivé de la suspension ou du non-renouvellement d'un permis prévus aux termes du paragraphe (1) est donné sans délai au titulaire du permis. Le directeur, dans les meilleurs délais, tient une audience afin de décider si la suspension devrait être maintenue ou si le permis devrait être révoqué ou si le renouvellement du permis devrait faire l'objet d'un refus. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 15.

Avis de sus-
pension ou de
non-renouvel-
lement d'un
permis

16 Sous réserve de l'article 15, le permis en vigueur d'un titulaire du permis est réputé demeurer en vigueur jusqu'à ce que la décision du directeur lui soit communiquée si, au cours du délai prescrit, à cette fin ou, si aucun délai n'est prescrit, avant l'expiration du permis, il a :

Le permis
demeure en
vigueur au
cours de la
demande de
renouvelle-
ment

- a) demandé que son permis soit renouvelé;
- b) acquitté les droits prescrits;
- c) fourni ou déposé une preuve de sa saine gestion financière ou un cautionnement, selon ce qui est requis;
- d) respecté ou exécuté les autres dispositions de la présente loi et des règlements ainsi qu'aux conditions auxquelles le permis a été délivré. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 16; 1993, chap. 27, annexe.

17 (1) L'avis d'audience donné par le directeur aux termes de l'article 10, 11, 12 ou 13 offre à l'auteur de la demande ou au titu-

Avis d'au-
dience

opportunity to show or achieve compliance before the hearing with all lawful requirements for the issue or retention of the licence.

Examination
of written or
documentary
evidence

(2) An applicant or licensee who is a party to proceedings in which the Director holds a hearing shall be afforded an opportunity to examine before the hearing any written or documentary evidence that will be produced or any report the contents of which will be given in evidence at the hearing. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 17.

Variation of
decision by
Director

18. Where the Director has refused to issue or renew or has suspended or revoked a licence pursuant to a hearing the Director may, at any time of his or her own motion or on the application of the person who was the applicant or licensee, vary or rescind the decision but the Director shall not vary or rescind the decision adversely to the interests of any person without holding a rehearing to which such person is a party and may make such decision pursuant to such rehearing as the Director considers proper under this Act and the regulations. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 18.

Appeal to
Board

19.—(1) Where the Director refuses to issue or renew or suspends or revokes a licence or, after a hearing, imposes terms or conditions upon a licence or refuses to vary a term or condition of a licence, the applicant or licensee may by written notice delivered to the Director and filed with the Board within fifteen days after receipt of the decision of the Director appeal to the Board.

Extension of
time for
appeal

(2) The Board may extend the time for the giving of notice by an applicant or licensee under subsection (1), either before or after expiration of such time, where it is satisfied that there are apparent grounds for appeal and that there are reasonable grounds for applying for the extension.

Disposal of
appeal

(3) Where an applicant or licensee appeals to the Board under this section, the Board shall hear the appeal by way of a new hearing and may after the hearing confirm or alter the decision of the Director or direct the Director to do any act the Director is authorized to do under this Act and the regulations and as the Board considers proper and, for such purpose, the Board may substitute its opinion for that of the Director.

Idem

(4) Although an applicant or licensee has appealed under this section from a decision of the Director, unless the Director otherwise directs, the decision of the Director is

laire du permis une possibilité suffisante avant l'audience de se conformer à toutes les exigences légales relatives à la délivrance ou au maintien du permis.

Examen de la
preuve écrite

(2) L'auteur d'une demande ou le titulaire du permis qui est partie à une instance devant le directeur doit avoir l'occasion d'examiner, avant l'audience, la preuve documentaire et les témoignages écrits qui y seront produits et les rapports qui y seront présentés en preuve. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 17.

Modification
de sa décision
par le direc-
teur

18 Lorsque le directeur a refusé de délivrer ou de renouveler un permis ou a suspendu ou révoqué un permis à la suite d'une audience, il peut en tout temps, de lui-même ou à la demande de la personne qui était le titulaire du permis ou l'auteur de la demande, modifier ou annuler sa décision. Toutefois, il ne doit pas prendre une mesure contraire aux intérêts d'une personne sans mener une autre audience à laquelle cette personne est une partie. À la suite de cette nouvelle audience, il peut rendre une décision qu'il juge conforme à la présente loi et aux règlements. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 18.

Appel devant
la Commission
de révision

19 (1) Si le directeur refuse de délivrer ou de renouveler un permis ou suspend ou révoque un permis ou, si à la suite d'une audience, il assujettit la délivrance d'un permis à des conditions ou s'il refuse de modifier une condition d'un permis, l'auteur de la demande ou le titulaire du permis peut interjeter appel devant la Commission de révision au moyen d'un avis écrit remis au directeur et déposé auprès de la Commission de révision dans les quinze jours qui suivent la réception de la décision du directeur.

Prorogation
du délai
d'appel

(2) La Commission de révision peut proroger le délai prévu au paragraphe (1), avant ou après l'expiration de ce délai, si elle est convaincue qu'il existe des moyens d'appel apparemment fondés et qu'il existe des motifs suffisants de demander la prorogation.

Décision sur
l'appel

(3) Si l'auteur d'une demande ou le titulaire du permis interjette appel devant la Commission de révision aux termes du présent article, celle-ci entend l'appel de nouveau et elle peut confirmer ou modifier la décision du directeur ou ordonner à celui-ci de prendre toute mesure qu'il est autorisé à prendre aux termes de la présente loi et des règlements et que la Commission de révision juge opportune. À cette fin, la Commission de révision peut substituer son opinion à celle du directeur.

Idem

(4) Malgré l'appel, la décision du directeur a plein effet jusqu'à ce que l'appel soit réglé, sauf directive contraire de celui-ci. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 19.

effective until the appeal is disposed of.
R.S.O. 1990, c. F.8, s. 19.

Parties

20.—(1) The Director, the appellant and such other persons as the Board may specify are parties to the proceeding before the Board under this Act.

Members making decision not to have taken part in investigation, etc.

(2) Members of the Board assigned to render a decision after a hearing shall not have taken part prior to the hearing in any investigation or consideration of the subject-matter of the hearing and shall not communicate directly or indirectly in relation to the subject-matter of the hearing with any person or with any party or representative of a party except upon notice to and opportunity for all parties to participate, but such members may seek legal advice from an adviser independent from the parties and in such case the nature of the advice should be made known to the parties in order that they may make submissions as to the law.

Recording of evidence

(3) The oral evidence taken before the Board at a hearing shall be recorded and, if so required, copies of a transcript thereof shall be furnished upon the same terms as in the Ontario Court (General Division).

Findings of fact

(4) The findings of fact of the Board pursuant to a hearing shall be based exclusively on evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15 and 16 of the *Statutory Powers Procedure Act*.

Only members at hearing to participate in decision

(5) No member of the Board shall participate in a decision of the Board pursuant to a hearing unless the member was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties and, except with the consent of the parties, no decision of the Board shall be given unless all members so present participate in the decision. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 20.

Appeal to court

21.—(1) Any party to the hearing before the Board may appeal from the decision of the Board to the Divisional Court in accordance with the rules of court.

Minister entitled to be heard

(2) The Minister is entitled to be heard, by counsel or otherwise, upon the argument of an appeal under this section.

Record to be filed in court

(3) The chair of the Board shall file with the Divisional Court the record of the proceedings before the Board which, together with a transcript of the evidence before the Board if it is not part of the Board's record, shall constitute the record in the appeal.

Parties

20 (1) Sont parties à l'instance devant la Commission de révision, le directeur, l'appellant et les autres personnes que la Commission de révision peut désigner en vertu de la présente loi.

Les membres décident sans avoir pris part à une enquête

(2) Les membres de la Commission de révision appelés à rendre une décision après l'audience ne doivent pas avoir pris part à une enquête ou à une étude relativement à l'affaire en litige. Ils ne communiquent pas directement ni indirectement avec qui que ce soit, notamment l'une des parties ou son représentant, au sujet de l'affaire en litige, si ce n'est après en avoir avisé les parties et leur avoir fourni l'occasion d'y participer. Toutefois, les membres peuvent solliciter les conseils juridiques d'un conseiller indépendant des parties et, dans ce cas, la teneur du conseil donné devrait être communiquée aux parties pour leur permettre de présenter des observations relatives au droit applicable.

Procès-verbal de la preuve testimoniale

(3) Les témoignages oraux entendus par la Commission de révision sont consignés, et des copies de leur transcription en sont fournies sur demande aux mêmes conditions que celles imposées devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

Conclusions de fait

(4) La Commission de révision fonde ses conclusions de fait uniquement sur la preuve admissible ou sur ce dont elle peut prendre connaissance en vertu des articles 15 et 16 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Seuls les membres présents à l'audience participent à la décision

(5) Nul ne doit participer à la décision de la Commission de révision à moins d'avoir assisté à toute l'audience et d'avoir entendu la preuve et les plaidoiries. Sauf si les parties y consentent, la Commission de révision ne doit pas rendre de décision, à moins que tous les membres qui ont assisté à l'audience participent également à la décision. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 20.

Appel devant la Cour divisionnaire

21 (1) Les parties à une audience tenue par la Commission de révision peuvent en appeler de la décision de la Commission de révision devant la Cour divisionnaire selon les règles de pratique.

Ministre entendu en appel

(2) Le ministre a le droit d'être entendu, notamment par l'intermédiaire d'un avocat, lors de l'audition de l'appel interjeté aux termes du présent article.

Dossier déposé auprès de la Cour divisionnaire

(3) Le président de la Commission de révision dépose auprès de la Cour divisionnaire le dossier de la procédure engagée devant la Commission de révision. Ce dossier, accompagné de la transcription de la preuve présentée devant la Commission de révision si elle ne fait pas partie du dossier, constitue le dossier d'appel.

Powers of
court on
appeal

(4) An appeal under this section may be made on any question that is not a question of fact alone and the court may confirm or alter the decision of the Board or direct the Director to do any act the Director is authorized to do under this Act or may refer the matter back to the Board for reconsideration by the Board as the court considers proper and the court may substitute its opinion for that of the Director or the Board.

(4) L'appel interjeté aux termes du présent article peut porter sur toute question qui n'est pas seulement une question de fait. La Cour peut confirmer ou modifier la décision de la Commission de révision ou ordonner au directeur de prendre une mesure qu'il est autorisé à prendre en vertu de la présente loi ou peut renvoyer la question à la Commission de révision pour qu'elle reconsidère sa décision selon ce que la Cour juge opportun. La Cour peut substituer son opinion à celle du directeur ou de la Commission de révision.

Pouvoirs de
la Cour

Effect of
decision of
Board
pending
disposal of
appeal

(5) Although an applicant or licensee has appealed under this section from a decision of the Board, unless the Board otherwise directs, the decision of the Board is effective until the appeal is disposed of. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 21.

(5) Malgré l'appel, la décision de la Commission de révision a plein effet jusqu'à ce que l'appel soit réglé, sauf directive contraire de celle-ci. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 21.

Effet de la
décision

Produce
Arbitration
Board
continued

22.—(1) The board known in English as the Produce Arbitration Board and in French as Commission d'arbitrage des produits agricoles is continued and shall consist of three persons appointed by the Lieutenant Governor in Council.

22 (1) Est maintenue la commission nommée Commission d'arbitrage des produits agricoles en français et Produce Arbitration Board en anglais. La Commission d'arbitrage se compose de trois personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Commission
d'arbitrage
des produits
agricoles

Members

(2) One of the members of the Arbitration Board shall be the holder of a licence as a dealer, one of the members shall be a producer of farm products and none of the members shall be members of the public service.

(2) Un des membres de la Commission d'arbitrage doit détenir un permis de marchand, un autre doit être producteur de produits agricoles et aucun des membres ne doit être membre de la fonction publique.

Membres

Chair

(3) The Lieutenant Governor in Council may appoint one of the members of the Arbitration Board as chair.

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un des membres de la Commission d'arbitrage à la présidence.

Président

Remunera-
tion
and expenses

(4) The members of the Arbitration Board shall receive such remuneration and expenses as the Lieutenant Governor in Council may determine. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 22.

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération et les indemnités des membres de la Commission d'arbitrage. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 22.

Rémunération
et indemnités

Matter in
dispute to be
submitted to
Arbitration
Board

23.—(1) Every contract between two contracting parties shall be deemed to provide that, where the parties have failed to resolve any dispute arising out of any term or condition of the contract whether express or implied, the matter in dispute shall be submitted for arbitration by the Arbitration Board and the *Arbitrations Act* applies, except where it is inconsistent with this Act.

23 (1) Chaque contrat conclu entre deux parties contractantes est réputé prévoir que lorsque celles-ci n'arrivent pas à régler un différend relatif à une condition, explicite ou implicite, de ce contrat, le différend soit soumis à la Commission d'arbitrage et que la *Loi sur l'arbitrage* s'applique sauf en cas d'incompatibilité avec la présente loi.

Clause com-
promissaire

Notice of
matter in
dispute

(2) Either contracting party may refer the matter in dispute to the Arbitration Board by serving notice thereof upon the other contracting party and the Director.

(2) Une partie contractante peut renvoyer le différend à la Commission d'arbitrage en signifiant un avis à cet effet à l'autre partie contractante et au directeur.

Avis du dif-
férend

Idem

(3) A notice under subsection (2) shall contain a statement of the matter in dispute and the name and address of the contracting party serving the notice.

(3) L'avis mentionné au paragraphe (2) doit énoncer le différend et indiquer les nom et adresse de la partie contractante qui le signifie.

Idem

Director to
notify
members

(4) Where the Director receives a notice under subsection (2), the Director shall forthwith notify the members of the Arbitration Board accordingly.

(4) Sur réception de l'avis mentionné au paragraphe (2), il incombe au directeur d'en aviser sans délai les membres de la Commission d'arbitrage.

Le directeur
avise les
membres

Costs of
reference
and award

(5) All costs of the reference and award are in the discretion of the Arbitration Board which may direct to and by whom and in what manner those costs or any part thereof shall be paid or may direct that no costs shall be paid as between the contracting parties.

(5) Les dépens relatifs au renvoi et à la sentence arbitrale sont à la discrétion de la Commission d'arbitrage, qui peut ordonner à quelle partie il incombe de payer les dépens ou une part des dépens et à quelle partie et selon quel mode de paiement ils doivent être payés, ou peut ordonner que les dépens demeurent à la charge de la partie qui les a engagés.

Dépens rela-
tifs au renvoi
et à la sen-
tence arbi-
trale

Board may
direct
payment to
Treasurer of
Ontario

(6) Despite the *Arbitrations Act*, no fees are payable by the parties to the members of the Arbitration Board for their services but the Arbitration Board may include in any award a direction to pay to the Treasurer of Ontario for the services of the Arbitration Board an amount which shall not exceed the total remuneration and expenses payable to the members of the Arbitration Board under subsection 22 (4) respecting the reference and award. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 23.

(6) Malgré la *Loi sur l'arbitrage*, les parties ne versent pas d'honoraires aux membres de la Commission d'arbitrage pour leurs services. Toutefois celle-ci peut assortir la sentence arbitrale qu'elle rend d'une directive enjoignant aux parties de verser au trésorier de l'Ontario une somme pour défrayer les services de la Commission d'arbitrage, qui n'excède pas la rémunération et les indemnités totales des membres de celle-ci fixées aux termes du paragraphe 22 (4) au sujet du renvoi et de la sentence arbitrale. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 23.

Paiement au
trésorier de
l'Ontario

Appeal from
award

24. An appeal lies from an award of the Arbitration Board and section 16 of the *Arbitrations Act* applies as if it were agreed by the terms of a submission that there may be an appeal from the award. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 24.

24 Il peut être interjeté appel d'une sentence arbitrale rendue par la Commission d'arbitrage. L'article 16 de la *Loi sur l'arbitrage* s'applique comme s'il était stipulé aux conditions de la clause compromissoire qu'il peut être interjeté appel de la sentence arbitrale. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 24.

Appel d'une
sentence arbi-
trale

Offence

25.—(1) Subject to subsection (2), every person who contravenes any of the provisions of this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000 for a first offence and not more than \$5,000 for any subsequent offence.

25 (1) Sous réserve du paragraphe (2), quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité à l'égard d'une première infraction, d'une amende d'au plus 2 000 \$ et, à l'égard d'une infraction subséquente, d'une amende d'au plus 5 000 \$.

Infraction

Idem

(2) Where a fund for producers of a farm product is established under the *Farm Products Payments Act*, every person who commences or continues to carry on business as a dealer in such farm product without a licence therefor from the Director is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$2,000 for a first offence and not less than \$5,000 for any subsequent offence. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 25.

(2) Si une caisse au bénéfice des producteurs de produits agricoles est établie en vertu de la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles*, quiconque commence à exercer le commerce de marchand de produits agricoles ou continue d'exercer ce commerce sans permis à cet effet délivré par le directeur est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité à l'égard d'une première infraction, d'une amende d'au moins 2 000 \$ et, à l'égard d'une infraction subséquente, d'une amende d'au moins 5 000 \$. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 25.

Idem

Legal
remedy not
affected

26. No proceedings or conviction under this Act affects the right of any person to any legal remedy to which the person would otherwise be entitled. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 26.

26 Aucune instance introduite ni aucune déclaration de culpabilité aux termes de la présente loi ne porte atteinte au droit de quiconque à d'autres recours. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 26.

Aucune
atteinte à un
droit de
recours

Where
matter
complained
of deemed
to have
arisen

27. For the purpose of jurisdiction, in an information or conviction for a contravention of any of the provisions of this Act or the regulations, the matter complained of may be alleged and shall be deemed to have arisen at the place where the farm product was

27 Afin de déterminer la compétence territoriale, en ce qui concerne une dénonciation ou une déclaration de culpabilité relatives à une infraction à une disposition de la présente loi ou des règlements l'objet de la plainte peut être imputé et est réputé avoir

Lieu d'origine
de la plainte

packed, sold, offered, exposed or had in possession for sale or transportation, as the case may be, or at the residence or usual place of residence of the person charged with the contravention. R.S.O. 1990, c. F.8, s. 27.

pris naissance au lieu où le produit agricole a été emballé, vendu, mis en vente, exposé ou détenu pour être vendu ou transporté, selon le cas, ou à la résidence ou au lieu habituel de résidence de la personne inculpée. L.R.O. 1990, chap. F.8, art. 27.

Farm Products Grades and Sales Act
Loi sur le classement et la vente des produits agricoles

REGULATION 374

FLUE-CURED TOBACCO

1. In this Regulation,

“crude” means,

- (a) hard, slick, extremely immature or firekilled, and
- (b) black or green in colour;

“grader” means a grader appointed to grade tobacco;

“green tolerance”, when expressed as a figure, means the maximum percentage of a tobacco leaf that can be green in colour for the tobacco leaf to meet the requirements for the grade;

“injury” means damage that detracts from the appearance or usability of tobacco leaves, but does not include waste;

“maturity” means degree of ripeness;

“tobacco” means unmanufactured flue-cured tobacco produced in Ontario;

“uniformity”, when expressed as a figure, means the percentage of tobacco leaves that meet the minimum colour intensity, leaf structure, leaf development, maturity, width and length requirements for a particular grade;

“variegated” means mottled grey in colour;

“waste” means unusable due to excessive damage. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 1.

2. Tobacco is designated as a farm product. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 2.

3. No person shall,

- (a) sell or deliver for sale to a first buyer thereof; or
- (b) buy from the producer thereof,

tobacco unless a grader has graded it and it has been marked with a grade established by this Regulation. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 3.

4. Where tobacco is graded, the grader shall examine the tobacco in as many bales of a lot as are necessary to determine the grade of all the tobacco in the lot and shall have affixed to a bale a tag or label under the Act on which is legibly marked the grade of the tobacco. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 4.

5.—(1) Tobacco does not qualify for a grade if it is damaged by mould after being cured, is damaged by smoke or soot at any time or contains bits of broken tobacco leaves and stems resulting from handling.

(2) Despite subsection (1), bits of broken tobacco leaves and stems free from foreign material may be graded as scrap and so marked. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 5.

6. The grade factors for tobacco leaves are plant position group, colour, colour intensity, leaf structure, leaf development, maturity, width, length, green tolerance, uniformity, injury and waste and crude. O. Reg. 653/87, s. 6.

7. The plant position groups for tobacco and the symbols therefor are,

- (a) lugs (X), consisting of the leaves nearest the ground on a tobacco plant;
- (b) cutters (C), consisting of the leaves above the lugs and below the cutter leaf;
- (c) cutter leaf (H), consisting of the leaves in the mid to upper part of a tobacco plant;
- (d) leaf (B), consisting of the leaves in the upper part of a tobacco plant; and
- (e) tips (T), consisting of the leaves at the top of a tobacco plant. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 7.

8. The colour symbols in the grades for tobacco and the meaning of such symbols are,

- (a) L, meaning lemon;
- (b) O, meaning light to medium orange;
- (c) M, meaning medium orange to mahogany;
- (d) F, meaning dusky tan;
- (e) R, meaning reddish;
- (f) V, meaning that at least 20 per cent of the leaves are variegated;
- (g) VL, meaning variegated lemon;
- (h) VF, meaning variegated dusky tan;
- (i) A, meaning green on the butt of a leaf;
- (j) G, meaning lemon to light orange to medium orange to mahogany to dusky tan with green on the lamina of a leaf;
- (k) GL, meaning lemon to light orange to medium orange with green on parts of the leaf other than the butt;
- (l) GF, meaning medium orange to mahogany to dusky tan with green on parts of the leaf other than the butt;
- (m) K, meaning that at least 50 per cent of the leaves are grey; and
- (n) CR, meaning cherry red. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 8.

9. The colour intensity classifications for tobacco are,

- (a) deep;
- (b) strong;
- (c) moderate;
- (d) weak; and
- (e) pale. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 9.

10. The leaf structure classifications for tobacco are,

- (a) open;

- (b) firm;
- (c) close;
- (d) tight; and
- (e) slick. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 10.

11. The leaf development classifications for tobacco of each plant position group are,

- (a) fleshy;
- (b) medium fleshy;
- (c) medium;
- (d) thin; and
- (e) skinny. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 11.

12. The maturity classifications for tobacco are,

- (a) very ripe;
- (b) ripe;
- (c) medium mature;
- (d) slightly immature; and
- (e) immature. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 12.

13. In each of sections 9 to 12, the most honourable classification is listed first and the least favourable classification is listed last. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 13.

14.—(1) The grades indicated in Schedules 1 to 5, subsection 5 (2) and sections 15 and 16 are established for tobacco.

(2) Tobacco, the majority of which is of the plant position group indicated in the heading of a Schedule, may be graded with a grade indicated in the Schedule if it meets the minimum grade requirements set opposite the grade.

(3) Tobacco, no more than 20 per cent of the leaves of which have an injury referred to in subsection (4), may be graded with the grade for which it would qualify but for the injury if the grade mark designating the grade that is affixed to the bale is followed by the symbol referred to for the appropriate special factor set out in subsection (4).

- (4) For the purpose of subsection (3), the symbol to be used,
 - (a) in the case of tobacco severely leaf-spotted, scalded, oxidized or damaged by pole rot, is D;
 - (b) in the case of frosted tobacco, is O;
 - (c) in the case of severely scorched tobacco, is S; and

(d) in the case of wet tobacco or tobacco reddened by excess moisture, is W.

(5) Each symbol referred to in subsection (4) shall be legibly marked and shall be at least as large as the symbols in the grade mark.

(6) Where maleic hydrazide was applied to tobacco, the producer of the tobacco before delivering the tobacco for sale shall legibly mark on each side of the bale or other container of the tobacco, in symbols at least two inches in height, the letters MH.

(7) Subsection (6) does not apply to a producer of tobacco who notifies the person in charge of grading at the tobacco auction exchange to which he or she delivers tobacco, not later than the time of delivery of the tobacco, that the producer applied maleic hydrazide to the tobacco during the growing season.

(8) Tobacco to which maleic hydrazide was applied shall not be included in any grade in the Schedules, but a grader may mark the tobacco with the letters and figures of the grade it would have had if maleic hydrazide had not been applied, if that mark is followed by the letters MH legibly marked or printed in at least the same size.

(9) Section 3 does not apply to tobacco marked in accordance with subsections (6), (7) and (8). R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 14.

15.—(1) In this section, “nondescript tobacco” means tobacco which contains,

- (a) more than 25 per cent waste and crude; or
- (b) in the case of lugs, cutter or cutter leaf, more than 60 per cent injury or, in the case of leaf or tips, more than 50 per cent injury.

(2) The symbol for nondescript tobacco is ND.

(3) Nondescript tobacco may be graded with one of the following grades:

- 1. NDX, if it consists of lugs.
- 2. NDC, if it consists of cutters or cutter leaf.
- 3. NDB, if it consists of leaf or tip. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 15.

16.—(1) In this section, “mixed tobacco” means any lot of tobacco,

- (a) that is less than 65 per cent uniform in colour; or
- (b) of which more than 35 per cent of the leaves are more than one plant position removed from the plant position group making up the greatest percentage of the tobacco.

(2) The symbol for mixed tobacco is NOG.

(3) Mixed tobacco may be graded NOG. R.R.O. 1990, Reg. 374, s. 16.

Schedule 1

LUGS

GRADE	GRADE REQUIREMENTS									
	Colour Intensity	Leaf Structure	Leaf Development	Maturity	Average Width (inches)	Average Length (inches)	Green Tolerance	Uniformity (minimum per cent)	Injury (maximum per cent)	Waste and Crude (maximum per cent)
XO1	deep	open	fleshy	ripe	no requirements	15 and under	0	90	5	0
XO2	strong	open	medium fleshy	ripe	no requirements	15 and under	0	85	10	0
XO3	moderate	firm	medium	ripe	no requirements	15 and under	0	80	20	0
XO4	moderate	firm	medium	ripe	no requirements	15 and under	0	75	30	5
XO5	weak	close	thin	ripe	no requirements	15 and under	0	70	50	15
XO6	weak	close	thin	ripe	no requirements	15 and under	0	65	60	25
XL1	strong	firm	medium fleshy	medium mature	no requirements	15 and under	0	90	5	0
XL2	moderate	firm	medium	medium mature	no requirements	15 and under	0	85	10	0
XL3	moderate	close	medium	medium mature	no requirements	15 and under	0	80	20	0
XL4	weak	close	thin	medium mature	no requirements	15 and under	0	75	30	5
XL5	pale	tight	skinny	medium mature	no requirements	15 and under	0	70	50	15
XL6	pale	tight	skinny	medium mature	no requirements	15 and under	0	65	60	25
XA1	strong	firm	medium fleshy	ripe	no requirements	15 and under	0	85	10	0
XA2	moderate	close	medium	medium mature	no requirements	15 and under	0	75	30	10
XA3	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	15 and under	0	65	60	25
XG1	strong	close	medium fleshy	slightly immature	no requirements	15 and under	10	90	5	0
XG2	moderate	close	medium	slightly immature	no requirements	15 and under	20	85	10	0
XG3	moderate	tight	medium	immature	no requirements	15 and under	30	80	20	0
XG4	weak	tight	thin	immature	no requirements	15 and under	40	75	30	5
XG5	pale	slick	skinny	immature	no requirements	15 and under	50	70	50	15
XG6	pale	slick	skinny	immature	no requirements	15 and under	60	65	60	25
XK4	no requirements	no requirements	no requirements	immature	no requirements	15 and under	0	75	30	10
XK	no requirements	no requirements	no requirements	immature	no requirements	15 and under	0	65	60	25
XCR	no requirements	no requirements	no requirements	medium immature	no requirements	15 and under	0	65	60	10

R.R.O. 1990, Reg. 374, Sched. 1.

Schedule 2

CUTTERS

GRADE	GRADE REQUIREMENTS									
	Colour Intensity	Leaf Structure	Leaf Development	Maturity	Average Width (inches)	Average Length (inches)	Green Tolerance	Uniformity (minimum per cent)	Injury (maximum per cent)	Waste and Crude (maximum per cent)
CO1	deep	open	fleshy	ripe	7	15 and over	0	90	5	0
CO2	strong	open	medium fleshy	ripe	7	15 and over	0	85	10	0
CO3	moderate	firm	medium	ripe	5	15 and over	0	80	20	0
CO4	moderate	firm	medium	ripe	no requirements	15 and over	0	75	30	5
CO5	weak	close	thin	ripe	no requirements	15 and over	0	70	50	15
CO6	weak	close	thin	ripe	no requirements	15 and over	0	65	60	25
CL1	strong	firm	medium fleshy	medium mature	7	15 and over	0	90	5	0
CL2	moderate	firm	medium	medium mature	7	15 and over	0	85	10	0
CL3	moderate	close	medium	medium mature	5	15 and over	0	80	20	0
CL4	weak	close	thin	medium mature	no requirements	15 and over	0	75	30	5
CL5	pale	tight	skinny	medium mature	no requirements	15 and over	0	70	50	15
CL6	pale	tight	skinny	medium mature	no requirements	15 and over	0	65	60	25
CR1	strong	close	medium fleshy	medium mature	7	15 and over	0	85	10	0
CR2	moderate	close	medium	medium mature	5	15 and over	0	75	30	10
CR3	moderate	tight	thin	medium mature	no requirements	15 and over	0	65	60	25
CV1	moderate	close	medium	slightly immature	7	15 and over	0	85	10	0
CV2	weak	close	thin	slightly immature	5	15 and over	0	75	30	10
CV3	pale	tight	skinny	slightly immature	no requirements	15 and over	0	65	60	25
CA1	strong	firm	medium fleshy	ripe	7	15 and over	0	85	10	0
CA2	moderate	close	medium	medium mature	5	15 and over	0	75	30	10
CA3	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	15 and over	0	65	60	25
CG1	strong	close	medium fleshy	slightly immature	7	15 and over	10	90	5	0
CG2	moderate	close	medium	slightly immature	7	15 and over	20	85	10	0
CG3	moderate	tight	medium	immature	5	15 and over	30	80	20	0
CG4	weak	tight	thin	immature	no requirements	15 and over	40	75	30	5
CG5	pale	slick	skinny	immature	no requirements	15 and over	50	70	50	15
CG6	pale	slick	skinny	immature	no requirements	15 and over	60	65	60	25
CK4	weak	tight	no requirements	immature	no requirements	15 and over	0	75	30	10
CK	pale	slick	no requirements	immature	no requirements	15 and over	0	65	60	25
CCR	moderate	close	no requirements	medium mature	no requirements	15 and over	0	65	60	10

R.R.O. 1990, Reg. 374, Sched. 2.

Schedule 3

CUTTER LEAF

GRADE	GRADE REQUIREMENTS									
	Colour Intensity	Leaf Structure	Leaf Development	Maturity	Average Width (inches)	Average Length (inches)	Green Tolerance	Uniformity (minimum per cent)	Injury (maximum per cent)	Waste and Crude (maximum per cent)
HO1	deep	open	fleshy	ripe	9	16 and over	0	90	5	0
HO2	strong	open	medium fleshy	ripe	9	16 and over	0	85	10	0
HO3	moderate	firm	medium	ripe	7	16 and over	0	80	20	0
HO4	moderate	firm	medium	ripe	no requirements	16 and over	0	75	30	5
HO5	weak	close	thin	ripe	no requirements	16 and over	0	70	50	15
HO6	weak	close	thin	ripe	no requirements	16 and over	0	65	60	25
HM1	deep	open	fleshy	very ripe	9	16 and over	0	90	5	0
HM2	strong	open	medium fleshy	very ripe	9	16 and over	0	85	10	0
HM3	moderate	firm	medium fleshy	very ripe	7	16 and over	0	80	20	0
HM4	moderate	firm	medium	very ripe	no requirements	16 and over	0	75	30	5
HM5	weak	close	thin	very ripe	no requirements	16 and over	0	70	50	15
HM6	weak	close	thin	very ripe	no requirements	16 and over	0	65	60	25
HL1	strong	close	medium fleshy	medium mature	9	16 and over	0	90	5	0
HL2	moderate	close	medium	medium mature	9	16 and over	0	85	10	0
HL3	moderate	tight	medium	medium mature	7	16 and over	0	80	20	0
HL4	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	16 and over	0	75	30	5
HL5	weak	tight	skinny	medium mature	no requirements	16 and over	0	70	50	15
HL6	weak	tight	skinny	medium mature	no requirements	16 and over	0	65	60	25
HF1	strong	close	medium fleshy	medium mature	9	16 and over	0	90	5	0
HF2	moderate	close	medium	medium mature	9	16 and over	0	85	10	0
HF3	moderate	tight	medium	medium mature	7	16 and over	0	80	20	0
HF4	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	16 and over	0	75	30	5
HF5	weak	tight	skinny	medium mature	no requirements	16 and over	0	70	50	15
HF6	weak	tight	skinny	medium mature	no requirements	16 and over	0	65	60	25
HR1	strong	close	medium fleshy	medium mature	9	16 and over	0	85	10	0
HR2	moderate	close	medium	medium mature	7	16 and over	0	75	30	10
HR3	moderate	tight	thin	medium mature	no requirements	16 and over	0	65	60	25
HV1	moderate	close	medium	slightly immature	9	16 and over	0	85	10	0
HV2	weak	close	thin	slightly immature	7	16 and over	0	75	30	10
HV3	pale	tight	skinny	slightly immature	no requirements	16 and over	0	65	60	25
HA1	strong	firm	medium fleshy	ripe	9	16 and over	0	85	10	0
HA2	moderate	close	medium	medium mature	7	16 and over	0	75	30	10
HA3	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	16 and over	0	65	60	25
HG1	strong	close	medium fleshy	slightly immature	9	16 and over	10	90	5	0
HG2	moderate	close	medium	slightly immature	7	16 and over	20	85	10	0
HG3	moderate	tight	medium	immature	no requirements	16 and over	30	80	20	0
HG4	weak	tight	thin	immature	no requirements	16 and over	40	75	30	5
HG5	pale	slick	skinny	immature	no requirements	16 and over	50	70	50	15
HG6	pale	slick	skinny	immature	no requirements	16 and over	60	65	60	25
HCR	moderate	no requirements	medium	medium mature	no requirements	no requirements	0	65	50	10

Schedule 4

LEAF

GRADE	GRADE REQUIREMENTS									
	Colour Intensity	Leaf Structure	Leaf Development	Maturity	Average Width (inches)	Average Length (inches)	Green Tolerance	Uniformity (minimum per cent)	Injury (maximum per cent)	Waste and Crude (maximum per cent)
BO1	deep	open	fleshy	ripe	9	16 and over	0	90	5	0
BO2	strong	open	medium fleshy	ripe	7	16 and over	0	85	10	0
BO3	moderate	firm	medium	ripe	5	16 and over	0	80	20	0
BO4	moderate	firm	medium	ripe	no requirements	16 and over	0	75	30	5
BO5	weak	close	thin	ripe	no requirements	16 and over	0	70	40	15
BO6	weak	close	thin	ripe	no requirements	16 and over	0	65	50	25
BM1	deep	open	fleshy	very ripe	9	16 and over	0	90	5	0
BM2	strong	open	medium fleshy	very ripe	9	16 and over	0	85	10	0
BM3	moderate	firm	medium fleshy	very ripe	7	16 and over	0	80	20	0
BM4	moderate	firm	medium	very ripe	no requirements	16 and over	0	75	30	5
BM5	weak	close	thin	very ripe	no requirements	16 and over	0	70	40	15
BM6	weak	close	thin	very ripe	no requirements	16 and over	0	65	50	25
BL1	strong	close	medium fleshy	medium mature	9	16 and over	0	90	5	0
BL2	moderate	close	medium	medium mature	7	16 and over	0	85	10	0
BL3	moderate	tight	medium	medium mature	5	16 and over	0	80	20	0
BL4	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	16 and over	0	75	30	5
BL5	weak	slick	skinny	medium mature	no requirements	16 and over	0	70	40	15
BL6	weak	slick	skinny	medium mature	no requirements	16 and over	0	65	50	25
BF1	strong	close	medium fleshy	medium mature	9	16 and over	0	90	5	0
BF2	moderate	close	medium	medium mature	9	16 and over	0	85	10	0
BF3	moderate	tight	medium	medium mature	7	16 and over	0	80	20	0
BF4	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	16 and over	0	75	30	5
BF5	weak	slick	skinny	medium mature	no requirements	16 and over	0	70	40	15
BF6	weak	slick	skinny	medium mature	no requirements	16 and over	0	65	50	25
BR1	strong	close	medium fleshy	medium mature	9	16 and over	0	85	10	0
BR2	moderate	close	medium	medium mature	7	16 and over	0	75	30	10
BR3	moderate	tight	thin	medium mature	no requirements	16 and over	0	65	50	25
BVL1	moderate	close	medium	slightly immature	9	16 and over	0	85	10	0
BVL2	weak	close	thin	slightly immature	7	16 and over	0	75	30	10
BVL3	pale	tight	skinny	slightly immature	no requirements	16 and over	0	65	50	25
BVF1	moderate	close	medium	slightly immature	9	16 and over	0	85	10	0
BVF2	weak	close	thin	slightly immature	7	16 and over	0	75	30	10
BVF3	pale	tight	skinny	slightly immature	no requirements	16 and over	0	65	50	25
BAL1	strong	firm	medium fleshy	ripe	9	16 and over	0	85	10	0
BAL2	moderate	close	medium	medium mature	7	16 and over	0	75	30	10
BAL3	weak	tight	thin	medium mature	5	16 and over	0	65	50	25
BAF1	strong	firm	medium fleshy	ripe	9	16 and over	0	85	10	0
BAF2	moderate	close	medium	medium mature	7	16 and over	0	75	30	10
BAF3	weak	tight	thin	medium mature	5	16 and over	0	65	50	25

GRADE	GRADE REQUIREMENTS									
	Colour Intensity	Leaf Structure	Leaf Development	Maturity	Average Width (inches)	Average Length (inches)	Green Tolerance	Uniformity (minimum per cent)	Injury (maximum per cent)	Waste and Crude (maximum per cent)
BGL1	strong	close	medium fleshy	slightly immature	9	16 and over	10	90	5	0
BGL2	moderate	close	medium	slightly immature	7	16 and over	20	85	10	0
BGL3	moderate	tight	medium	immature	no requirements	16 and over	30	80	20	0
BGF1	strong	close	medium fleshy	slightly immature	9	16 and over	10	90	5	0
BGF2	moderate	close	medium	slightly immature	7	16 and over	20	85	10	0
BGF3	moderate	tight	medium	immature	no requirements	16 and over	30	80	20	0
BG4	weak	tight	thin	immature	no requirements	no requirements	40	75	30	5
BG5	pale	slick	skinny	immature	no requirements	no requirements	50	70	40	15
BG6	pale	slick	skinny	immature	no requirements	no requirements	60	65	50	25
BK4	weak	tight	thin	immature	no requirements	no requirements	0	75	30	15
BK	pale	slick	skinny	immature	no requirements	no requirements	0	65	50	25
BCR	strong	no requirements	medium	medium mature	no requirements	no requirements	0	65	50	10

R.R.O. 1990, Reg. 374, Sched. 4.

Schedule 5

TIPS

GRADE	GRADE REQUIREMENTS									
	Colour Intensity	Leaf Structure	Leaf Development	Maturity	Average Width (inches)	Average Length (inches)	Green Tolerance	Uniformity (minimum per cent)	Injury (maximum per cent)	Waste and Crude (maximum per cent)
TO1	deep	open	fleshy	ripe	5	no requirements	0	90	5	0
TO2	strong	open	medium fleshy	ripe	5	no requirements	0	85	10	0
TO3	moderate	firm	medium	ripe	3	no requirements	0	80	20	0
TO4	moderate	firm	medium	ripe	no requirements	no requirements	0	75	30	5
TO5	weak	close	thin	ripe	no requirements	no requirements	0	70	40	15
TO6	weak	close	thin	ripe	no requirements	no requirements	0	65	50	25
TM1	deep	open	fleshy	very ripe	5	no requirements	0	90	5	0
TM2	strong	open	medium fleshy	very ripe	5	no requirements	0	85	10	0
TM3	moderate	firm	medium fleshy	very ripe	3	no requirements	0	80	20	0
TM4	moderate	firm	medium	very ripe	no requirements	no requirements	0	75	30	5
TM5	weak	close	thin	very ripe	no requirements	no requirements	0	70	40	15
TM6	weak	close	thin	very ripe	no requirements	no requirements	0	65	50	25
TL1	strong	close	medium fleshy	medium mature	5	no requirements	0	90	5	0
TL2	moderate	close	medium	medium mature	5	no requirements	0	85	10	0
TL3	moderate	tight	medium	medium mature	3	no requirements	0	80	20	0
TL4	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	no requirements	0	75	30	5
TL5	weak	slick	skinny	medium mature	no requirements	no requirements	0	70	40	15
TL6	weak	slick	skinny	medium mature	no requirements	no requirements	0	65	50	25
TF1	strong	close	medium fleshy	medium mature	5	no requirements	0	90	5	0
TF2	moderate	close	medium	medium mature	5	no requirements	0	85	10	0

GRADE	GRADE REQUIREMENTS									
	Colour Intensity	Leaf Structure	Leaf Development	Maturity	Average Width (inches)	Average Length (inches)	Green Tolerance	Uniformity (minimum per cent)	Injury (maximum per cent)	Waste and Crude (maximum per cent)
TF3	moderate	tight	medium	medium mature	3	no requirements	0	80	20	0
TF4	weak	tight	thin	medium mature	no requirements	no requirements	0	75	30	5
TF5	weak	slick	skinny	medium mature	no requirements	no requirements	0	70	40	15
TF6	weak	slick	skinny	medium mature	no requirements	no requirements	0	65	50	25
TR1	strong	close	medium fleshy	medium mature	5	no requirements	0	85	10	0
TR2	moderate	close	medium	medium mature	5	no requirements	0	75	30	10
TR3	moderate	tight	thin	medium mature	3	no requirements	0	65	50	25
TV1	moderate	close	medium	slightly immature	5	no requirements	0	85	10	0
TV2	weak	close	thin	slightly immature	5	no requirements	0	75	30	10
TV3	pale	tight	skinny	slightly immature	3	no requirements	0	65	50	25
TA1	strong	firm	medium fleshy	ripe	5	no requirements	0	85	10	0
TA2	moderate	close	medium	medium mature	5	no requirements	0	75	30	10
TA3	weak	tight	thin	medium mature	3	no requirements	0	65	50	25
TGL1	strong	close	medium fleshy	slightly immature	5	no requirements	10	90	5	0
TGL2	moderate	close	medium	slightly immature	5	no requirements	20	85	10	0
TGL3	moderate	tight	medium	immature	3	no requirements	30	80	20	0
TGF1	strong	close	medium fleshy	slightly immature	5	no requirements	10	90	5	0
TGF2	moderate	close	medium	slightly immature	5	no requirements	20	85	10	0
TGF3	moderate	tight	medium	immature	3	no requirements	30	80	20	0
TG4	weak	tight	thin	immature	no requirements	no requirements	40	75	30	5
TG5	pale	slick	skinny	immature	no requirements	no requirements	50	70	40	15
TG6	pale	slick	skinny	immature	no requirements	no requirements	60	65	50	25

R.R.O. 1990, Reg. 374, Sched. 5; O. Reg. 155/92, s. 1.

